



**CTB**



# RAPPORT DES RESULTATS 2013 INTERVENTION ALG 040 11 11



<b>1. APERÇU DE L'INTERVENTION.....</b>	<b>5</b>
1.1 FICHE D'INTERVENTION .....	5
1.2 EXECUTION BUDGETAIRE .....	6
1.2.1 <i>Pertinence</i> .....	6
1.2.2 <i>Efficacité</i> .....	7
1.2.3 <i>Efficiéce</i> .....	7
1.2.4 <i>Durabilité potentielle</i> .....	7
<b>2 MONITORING DES RESULTATS .....</b>	<b>9</b>
2.1 ÉVOLUTION DU CONTEXTE .....	9
2.1.1 <i>Contexte général</i> .....	9
2.1.2 <i>Contexte institutionnel</i> .....	9
2.1.3 <i>Contexte de gestion : modalités d'exécution</i> .....	9
2.1.4 <i>Contexte HARMO</i> .....	9
2.2 PERFORMANCE DE L'OUT COME .....	10
2.2.1 <i>Progrès des indicateurs</i> .....	10
2.2.2 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	11
2.2.3 <i>Impact potentiel</i> .....	11
2.3 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1.....	14
2.3.1 <i>Progrès des indicateurs</i> .....	14
2.3.2 <i>État d'avancement des principales activités</i> .....	15
2.3.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	15
2.4 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2.....	16
2.4.1 <i>Progrès des indicateurs</i> .....	16
2.4.2 <i>État d'avancement des principales activités</i> .....	17
2.4.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	17
2.5 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3.....	18
2.5.1 <i>Progrès des indicateurs</i> .....	18
2.5.2 <i>État d'avancement des principales activités</i> .....	19
2.5.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	19
2.6 THEMES TRANSVERSAUX : .....	20
2.6.1 <i>Genre</i> :.....	20
2.6.2 <i>Environnement</i> :.....	20
2.6.3 <i>Autre : Néant</i> .....	20
2.7 GESTION DES RISQUES .....	21
<b>3 PILOTAGE ET APPRENTISSAGE.....</b>	<b>22</b>
3.1 REORIENTATIONS STRATEGIQUES .....	22
3.2 RECOMMANDATIONS .....	22
3.3 ENSEIGNEMENTS TIRES .....	23
<b>4 ANNEXES .....</b>	<b>24</b>
4.1 CRITERES DE QUALITE .....	24
DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI : .....	28
4.2 CADRE LOGIQUE MIS A JOUR .....	30

4.3	APERÇU DES MORE RESULTS .....	30
4.4	RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) » .....	31
	RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION .....	36

## ACRONYMES

ACL	Approche du cadre logique
ADS	Agence de développement social
AEP	Alimentation en eau potable
ALCPE	Appui à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion
ANGEM	Agence Nationale de gestion des microcrédits
ANSEJ	Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes
APC	Assemblée Populaire Communale
AT	Assistant technique
AT perlé	Assistant technique ponctuel extérieur
CDP	Cellule de proximité
CGP	Cycle de gestion de Projet
CL	Cadre logique
CNAC	Caisse national d'allocation chômage
CP	Comité de pilotage
CPE	Contrat pré-emploi
CTB	Commission technique belge
CTS	Comité technique de suivi
CSC	Cahier spécial des charges
DAS	Direction de l'action sociale
DP	Direction du projet
DSA	Direction des services agricoles
DTF	Dossier technique et financier
EI	Expert international
EMP	Evaluation à mi-parcours
FIT	Logiciel de gestion « Financial information tools »
GAR	Gestion axée sur les résultats
ha	Hectares
HCDS	Haut commissariat de développement de la steppe
HIMO	Haute intensité de main d'oeuvre
IOV	Indicateur objectivement vérifiable
ON	Ordonnateur national
MSNFCF	Ministère de solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme
P/APC	Président de l'assemblée populaire communale
PCDLP	Plan communal de développement et de lutte contre la pauvreté
PDC	Plan de développement communal
PDL	Plan de développement local
POA	Programme opérationnel annuel
PV	Procès verbal
SIG	Système d'information géographique
TDR	Termes de références
UE	Union européenne

# 1. Aperçu de l'intervention

## 1.1 Fiche d'intervention

<b>Intitulé de l'intervention</b>	<b>Appui à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion dans la Wilaya de Souk-Ahras - commune de Sidi-Fredj</b>
<b>Code de l'intervention</b>	<b>ALG 0401111</b>
<b>Localisation</b>	<b>Commune de Sidi-Fredj</b>
<b>Budget total</b>	<b>5.023.577 Euros dont : - à charge CTB : 4.888.577 Euros -à charge MSNFCF : 135.000 Euros</b>
<b>Institution partenaire</b>	<b>Ministère de la solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme.</b>
<b>Date de début de la Convention spécifique</b>	<b>14/11/2005 et prorogée jusqu'au 30/06/2014.</b>
<b>Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture</b>	<b>14 /05/ 2008</b>
<b>Date prévue de fin d'exécution</b>	<b>30 /06/ 2014</b>
<b>Date de fin de la Convention spécifique</b>	<b>30 /06/ 2014</b>
<b>Groupes cibles</b>	<b>Couches défavorisées</b>
<b>Impact<sup>1</sup></b>	<b>La pauvreté et l'exclusion reculent en Algérie</b>
<b>Outcome</b>	<b>La pauvreté et l'exclusion reculent à SOUK AHRAS</b>
<b>Outputs</b>	<b>R1 : Les services sociaux et communautaires sont améliorés</b>
	<b>R2 : Le sous emploi diminue</b>
	<b>R3 : La gestion des ressources naturelles est améliorée</b>
<b>Année couverte par le rapport</b>	<b>2013</b>

## 1.2 Exécution budgétaire

	Budget	Dépenses		Solde	Taux de déboursement à la fin de l'année n
		Années précédentes	Année couverte par le rapport (n)		
<b>Total</b>	4.888.577,00 4.706.119,31 4.143.959,85 3.364.523,94 2.845.221,94 1.660.407,00	.....2008..... .....2009..... .....2010..... .....2011..... .....2012..... .....2013.....	 182.457,69  546.281,79  795.314,49  519.301,07  1.184.814,94  468.185,11	4.706.119,31 4.143.959,85 3.364.523,04 2.845.221,94 1.660.407,00 1.132.831,50	..... 4% .....15% .....31% .....42% ..... 67% .....77%
<b>Output 1 Les services sociaux et communautaires sont améliorés</b>		2008/2013	1486144.85	184073.74	89%
<b>Output 2 Le sous emploi diminue</b>		2008/2013	893404.48	641286.22	58%
<b>Output 3 La gestion des ressources naturelles est améliorée</b>		2008/2013	129530.32	98467.56	57%

## Auto Evaluation de la performance

### 1.2.1 Pertinence

	Performance
<b>Pertinence</b>	B

Le programme ALCPE tient sa pertinence du fait qu'il s'inscrit en droite ligne avec les politiques nationales algériennes d'appui au développement de la région des hauts plateaux (dont fait partie la wilaya de SOUK AHRAS) pour réduire les disparités régionales en Algérie. Il se fait dans une démarche novatrice de gouvernance décentralisée ce qui lui confère le caractère pilote. Cependant, ce programme a souffert de l'absence d'une Baseline permettant d'apprécier l'impact de l'intervention sur les groupes cibles.

## 1.2.2 Efficacité

	Performance
Efficacité	C

Bien que le programme a entrepris une démarche novatrice en matière de développement territorial et qui a connu une grande appropriation par les acteurs locaux à laquelle s'ajoute la mise en place par le programme d'un système de suivi évaluation pour l'AEP et la santé de proximité initiée par le programme, il n'en demeure pas moins que l'absence d'une Baseline constitue un handicap à l'appréciation de l'efficacité du programme. Toutefois de la manière dont la DP a procédé, elle a pu adapter la démarche et la stratégie en fonction de l'évolution de son environnement.

## 1.2.3 Efficience

	Performance
Efficience	B

L'efficience du P/ALCPE est appréciable compte tenu de ce qui suit : les ressources matérielles, humaines et financières sont en adéquation avec les besoins liés à l'atteinte des résultats, toutefois l'efficience est altérée par certaines procédures (procédures des marchés publics relativement lente, procédure également de recrutement lente), ce qui rallonge les délais de livraison des outputs d'où d'ailleurs la prorogation des délais de validité de la CS.

## 1.2.4 Durabilité potentielle

	Performance
Durabilité potentielle	B

En général tous les investissements du programme se sont faits en articulation avec les mécanismes de gestion du partenaire, le transfert de propriété de l'ensemble des équipements (sauf les équipements logistiques utilisés par la DP jusqu'à la fin du projet ) a été officialisé, Ces derniers sont inclus dans le patrimoine des partenaires (exemple les unités de déminéralisation sont transférées à l'ADE et le Wali prévoit un chapitre du budget pour l'entretien et la maintenance, la gestion est assurée par des ingénieurs qualifiés, le CDC est géré par l'ANGEM qui prend en charge tous les frais de fonctionnement).

L'implication des différents partenaires et acteurs locaux, y compris les membres des Comités de Développement Local (CDL) ainsi que les membres de l'animation local dans la mise en œuvre du programme, révèle une bonne appropriation, cependant, la pérennisation des acquis devra être renforcée durant la période restante. Elle se fera par l'instauration - déjà en cours - d'un partenariat avec l'université de SOUK AHRAS pour développer l'approche de développement territorial et la décentralisation et notamment la reprise du processus instauré par le programme de développement participatif dans la Daïra de Merahna. Relevant aussi et essentiellement d'un appui politique, un séminaire de clôture et de capitalisation se tiendra en partenariat avec la Wilaya de SOUK AHRAS (Ministère de l'intérieur) et le Ministère de solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme qui est le partenaire principal pour négocier une adhésion à cette nouvelle approche en Algérie.

Même si le programme a mis en œuvre un programme de renforcement des capacités des différents acteurs, il faudrait cependant un ancrage institutionnel de la démarche instauré par le programme, ce qui nécessite encore une fois un appui politique qui devra être négocié par ces mêmes acteurs.

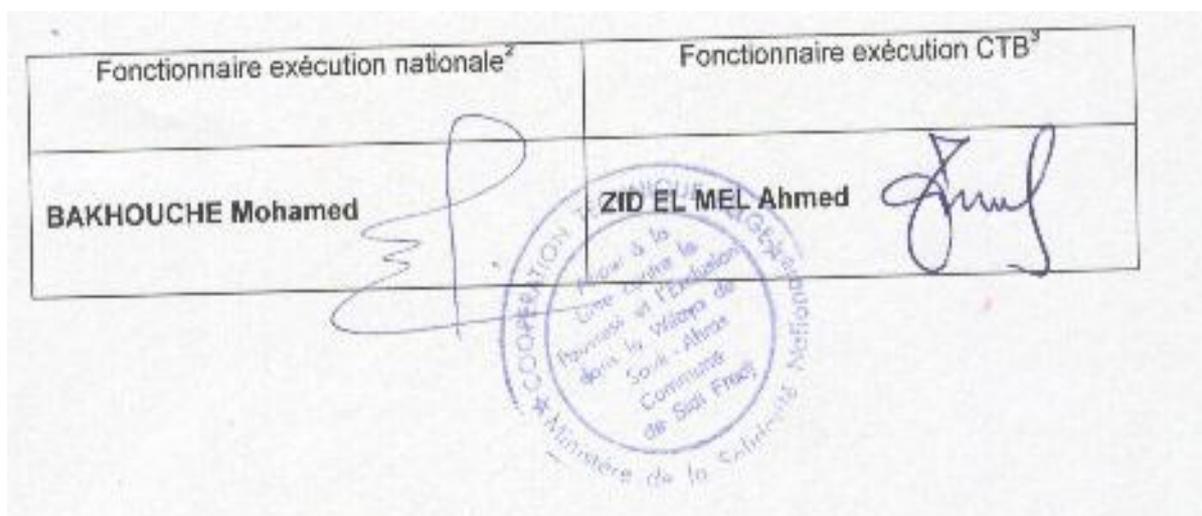
### 1.3. Conclusion :

Il est important de noter que la mise en place d'un processus de développement participatif est sans doute le plus important résultat obtenu par le programme ALCPE en termes de valeur ajoutée de la CTB car il est aussi le plus innovant et le plus prometteur pour l'Algérie.

Ainsi pour l'année 2013 et jusqu'à juin 2014, le défi majeur du programme ALCPE est la mise en place et le parachèvement de la stratégie de sortie qui a pour principal résultat la consolidation de cet acquis via un programme de renforcement capacitaire, le suivi et le renforcement du dispositif du microcrédit objet de l'accord d'exécution signé le 21 février 2012.

Par ailleurs tous les outputs ont été réalisés pour 2013 et/ou ont atteint un taux d'exécution allant à 80%, ils seront toutefois achevés en 2014 durant la phase de clôture.

En conclusion, le P/ALCPE , en dehors de toute « autosatisfaction » , considère que son intervention durant notamment l'année 2013, s'est concrétisée par un « éveil » et un intéressement des autorités locales et des services techniques impliqués, dans le développement participatif comme moyen essentiel de lutte contre la pauvreté et l'exclusion. Cette implication est gage de durabilité de la méthode engagée.



## 2 Monitoring des résultats<sup>2</sup>

### 2.1 Évolution du contexte

#### 2.1.1 Contexte général

Pendant la période de rapportage, aucun événement significatif n'est à signaler.

#### 2.1.2 Contexte institutionnel

L'implication des autorités locales et des CDL dans le processus d'élaboration, d'approbation et de mise en œuvre des Plans de développement local des communes, a permis une meilleure adhésion des populations locales au processus notamment par la sélection de projets prioritaires dont la mise en œuvre est entamée au cours du Q4/2013, encadrés par un programme d'appui et de renforcement capacitaire des acteurs locaux (formations thématiques, simulations de cas pratiques et voyages d'étude). Toutefois cette démarche est notamment appliquée dans la sélection et la priorisation des projets financés par le programme, pour un ancrage effectif, cette pédagogie devra être soutenue par l'implication de l'université de SOUK AHRAS qui prendra le relais et tentera de développer des modules ou spécialités liées au développement territorial décentralisé. Un partenariat tripartite sera instauré dans ce cadre entre les autorités locales (Wilaya de SOUK AHRAS), l'université et le Ministère de la Solidarité.

#### 2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

**Effets positifs** : Appropriation des projets inscrits dans les PDL et sélectionnés par les membres des CDL engendrant une très forte demande qui dépasse les prévisions arrêtées (ex : Plants de pistachier : prévision : 2.500 plants ; demande: 16.000 plants. Serres : prévues 30, demandes : 40). L'autre effet positif est l'acceptation des bénéficiaires du principe de participation (en force de travail) dans la réalisation des plantations (à charge du bénéficiaire : confection des potets, irrigation, fertilisation ,entretien, etc...) alors que dans les programmes nationaux le système du « clé en main » est toujours de rigueur. À signaler la participation active des acteurs locaux au processus des PDL et au programme de renforcement capacitaire (chef de daïra/PAPC/services techniques forêts agriculture travaux publics).

#### 2.1.4 Contexte HARMO

Le programme s'est greffé sur les dispositifs locaux de développement en travaillant en complémentarité avec les autres acteurs intervenants dans le domaine du développement local et notamment ceux intervenant dans les plans communaux de développement (PCD).

Si actuellement ces PCD s'attèlent à réaliser des infrastructures de base (routes, AEP, établissements scolaires, logements et autres), le programme intervient en appoint et aussi par des réalisations qui concernent directement l'amélioration du revenu du citoyen (nouvelles plantations d'olivier, pistachier, cultures sous serres, microcrédits).

---

<sup>2</sup> L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

## 2.2 Performance de l'out come



### 2.2.1 Progrès des indicateurs<sup>3</sup>

<b>OUTCOME<sup>4</sup> : La pauvreté et l'exclusion reculent à SOUK AHRAS</b>					
<b>INDICATEURS<sup>5</sup></b>	<b>Valeur de la Baseline<sup>6</sup></b>	<b>Valeur année N-1<sup>7</sup></b>	<b>Valeur année N<sup>8</sup></b>	<b>Cible année N<sup>9</sup></b>	<b>Cible finale<sup>10</sup></b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Un PCDLP existe, est réalisé et réactualisé périodiquement et cible particulièrement les couches pauvres.</li> </ul>	Absence de baseline				
<ul style="list-style-type: none"> <li>Les activités engagées par le Programme bénéficient surtout aux ménages pauvres</li> </ul>	Absence de baseline				
<ul style="list-style-type: none"> <li>Le taux d'utilisation des services sociaux et communautaires est augmenté et la satisfaction des clients est améliorée.</li> </ul>	Absence de baseline				
<ul style="list-style-type: none"> <li>Le sous-emploi et la sous occupation diminue de 30% à la fin du Programme.</li> </ul>	Absence de baseline				
<ul style="list-style-type: none"> <li>Le taux d'utilisation des services sociaux et communautaires est augmenté et la satisfaction des clients est améliorée.</li> </ul>					
<ul style="list-style-type: none"> <li>La gestion des ressources naturelles est améliorée et les pratiques de culture et d'élevage sont mieux adaptées.</li> </ul>	Absence de baseline				

## 2.2.2 Analyse des progrès réalisés

Le Programme ne dispose pas de baseline), cependant, par rapport aux indicateurs du DTF de l'outcome, voici ce qui peut être retenu :

Un PCDLP existe, est réalisé et réactualisé périodiquement et cible particulièrement les couches pauvres. : les PDL existent sur le moyen termes, l'aspect actualisation n'est pas pris en charge car ils ont été élaboré presque à la fin du programme.

- Les activités engagées par le Programme bénéficient surtout aux ménages pauvres : un système de suivi évaluation a été mis en place particulièrement pour l'accès aux soins de santé (couverture assurée par le clinomobile, il ne peut couvrir les 18 mechtas de SIDI FREDJ car l'équipe est composé d'un seul médecin, un seul infirmier et chauffeur et travaille la demi journée), l'autre système de suivi évaluation est consacré à l'AEP, il est en cours, le dispositif du microcrédit bénéficiera d'un appui et un diagnostic également en 2014..
- Le taux d'utilisation des services sociaux et communautaires est augmenté et la satisfaction des clients est améliorée. Aucune donnée disponible, cependant, le programme enregistre beaucoup de demandes en microcrédit et en arboriculture. L'amélioration du transport scolaire (octroi de deux bus), équipement de la maison des jeunes qui connaît un taux de fréquentation 50% plus important qu'avant etc...
- Le sous-emploi et la sous occupation diminue de 30% à la fin du Programme : une appréciation sera possible après un bilan exhaustif sur les emplois créés, l'octroi de serres pour la culture maraichères et l'accompagnement ainsi que la formation des bénéficiaires.
- La gestion des ressources naturelles est améliorée et les pratiques de culture et d'élevage sont mieux adaptées : seuls secteurs promus par le programme : via les activités de reboisement et de plantations d'arboriculture, aucune appréciation de l'impact n'est possible actuellement.

Cependant, il est certain que ces outputs auront un impact à moyen et long termes.

## 2.2.3 Impact potentiel

Les impacts, au stade actuel de l'état d'avancement du programme, sont difficilement mesurables et appréciables en raison de l'absence de référentiels de départ sous forme de base de données chiffrées.

Toutefois, des impacts apparents (non chiffrés) sont réels.

**\*Au titre du résultat N°01** :L'amélioration des services sociaux et communautaires engagée par le Programme, a été particulièrement significative courant 2013 et essentiellement au niveau des volets :

**1/ Accompagnement pédagogique** : Des élèves du cycle primaire, issus des couches les plus défavorisées et habitants des zones enclavées, de la commune de Sidi-Fredj, loin de toute communication, durant les heures creuses manipulent l'outil informatique, en dehors de leur programme pédagogique. Ainsi au lieu d'attendre les cours de l'après midi à l'extérieur de l'école car leurs lieux d'habitation sont loin, ces derniers sont initiés à l'outil informatique sur les ordinateurs mis à la disposition des huit écoles de la commune par le programme ALCPE.

Ainsi près de 350 élèves sont initiés constamment à l'utilisation de l'outil informatique ; cette initiation

est encadrée par 06 monitrices recrutées par le programme à cet effet et prise charge financière sur contribution nationale.

Toujours le principe de la complémentarité avec le programme national.

**2/ Transport scolaire :** Le renforcement de la commune de Sidi-Fredj par l'acquisition de 02 bus (capacité totale : 52 élèves/vacation) est venu atténuer le déficit en matière de transport scolaire difficile à satisfaire compte tenu de la répartition spatiale des écoles primaires sur un territoire de 200 Km<sup>2</sup>.

Toujours le principe de la complémentarité.

**3/ Alphabétisation des femmes rurales et enseignement à distance :** Au cours des premières années (2009/2010/2011), a été enregistrée une réticence des femmes à suivre des cours d'alphabétisation, en raison des spécificités culturelles et religieuses de la zone.

Durant les années 2012/2013 et suite à une intense collaboration avec les partenaires nationaux (Office national de l'alphabétisation et Office national de la scolarisation à distance), le programme enregistre beaucoup plus d'adhésion (de 71 femmes inscrites en 2011 le nombre est passé à 634 femmes en 2013).

Ceci s'est réalisé d'une part, grâce au processus d'élaboration des PDL où des groupes de femmes ont été sensibilisées, d'autre part grâce à l'expérience des deux offices dans ce domaine ; le Programme est donc venu en complément au programme national par l'amélioration des conditions de scolarité des femmes (mobilier scolaire, trousseaux scolaires) et par la création de lieux de scolarité les plus proches possibles des zones habitées( prise en charge financière des dotation sur contribution algérienne).

Toujours le principe de la complémentarité.

**4/ Jeunesse et loisirs :** La dotation, par le programme, de la seule maison de jeunes de la commune de Sidi-Fredj, d'équipements complémentaires (informatique, audio visuel, musique, lot de livres scientifiques et artistiques, mobilier,...) a multiplié le nombre d'adhérents qui passe de 42 jeunes en 2009 à plus de 165 jeunes en 2013, parce que la maison de jeunes est devenue plus attractive.

Toujours le principe de la complémentarité.

**5/ Santé de proximité :** La commune de Sidi-Fredj dispose d'un centre de santé au niveau de son chef-lieu mais qui demeure toujours éloigné des centres d'habitation répartis dans les zones éparses (parfois à plus de 30 km), nécessitant plus de moyens financiers de la part des patients pour s'y rendre.

Le programme, avec le concours des services de la santé, a mobilisé une équipe médicale (un médecin et un infirmier), avec le concours de la commune, un chauffeur et des frais d'entretien.

Comme il a acquis une salle mobile de soins et d'une ambulance médicalisée. Cette équipe médicale, muni d'un programme hebdomadaire d'intervention (convention tripartite : P/ALCPE + Commune + service de santé) parcourent les 18 mechtas que compte la commune pour prodiguer des soins à domicile multipliant ainsi le nombre d'intervention (quelques patients /mois initialement à plus de 200/mois).

Toujours le principe de complémentarité.

**6/ Système de l'adduction d'eau potable (AEP) :** L'étude géophysique engagée par le programme conclut que la commune de Sidi-Fredj n'a pas un problème de quantité d'eau parce reposant sur une nappe très importante. Par contre les eaux disponibles au niveau des forages sont « saumâtres » d'où leur non potabilité (densité dépassant parfois les 4gr/l).Le programme engage par conséquent le traitement de ces eaux sur place ( au niveau de 02 forages) par le bais de l'acquisition de 02 stations de déminéralisation par osmose inverse . Ces stations acquises en 2011 ont permis le traitement des eaux saumâtres et produisant 23 m<sup>3</sup>/h d'eau potable répondant aux besoins des populations de 06 mechtas ( soit près du 2/3 des habitants de la commune).

Toujours le même principe de complémentarité :

\*A charge du programme : l'acquisition et l'installation des 02 stations (02 machines d'osmose, 02

bâtiments d'osmose, 02 compresseurs, 02 groupes électrogènes, 02 réservoirs de type Oxfam d'une capacité chacun de 400 m3 et un lot de pièces de rechange d'usure courante.)

\*A charge de la contribution nationale : Raccordement des stations sur le réseau d'AEP et la distribution par le biais de bornes fontaines collectives.

\*A charge de la commune : recrutement de 04 opérateurs des stations et les frais de fonctionnement et d'entretien (énergie électrique, carburant, ...).

**7/ Lieu de concertation et de formation :** Un centre de Développement Communautaire (C.D.C.) est réalisé et équipé par le programme. Ce lieu sert à abriter les séances de concertation dans le cadre du processus d'élaboration des PDL comme aussi les séances de renforcement capacitaires engagées à l'adresse des acteurs locaux (CDL/APC/S ses techniques et autres). Il demeure aussi un lieu de réunion pour toute initiative des citoyens intervenants dans le domaine du développement local.

Actuellement, ce centre abrite les services de la cellule de l'ANGEM chargés de la mise en œuvre des opérations de microcrédits ainsi que ceux ayant trait à l'alphabétisation et à la scolarisation à distance.

#### **Au titre du résultat N°02 : le sous-emploi diminue :**

La promotion des activités productives, génératrices de revenus, inscrites dans les axes de développement des PDL des trois communes et financée par le dispositif de microcrédits, en partenariat avec l'ANGEM, a permis de financer, à fin 2013, 188 jeunes sans emplois (H : 70%, F : 30%) lançant des activités dans les domaines de : agriculture, petits élevages, commerce, services, coutures, coiffure et autres....

L'intervention dans les secteurs de l'éducation (accompagnement pédagogique, alphabétisation) a permis de recruter d'une façon permanente, 28 monitrices.

La réalisation de nouvelles plantations fruitières et de nouveaux reboisements forestiers a permis de recruter temporairement, plus de 100 personnes.

#### **Au titre du résultat N°03 : Amélioration de la gestion des ressources naturelles.**

En plus des plusieurs séances de sensibilisation engagées à l'adresse des élèves du cycle primaire, de nouvelles plantations (fruitière sur 305 has et forestière sur 131 has) réalisées par le programme, sont venues s'ajouter au potentiel naturel de la commune.

Par contre les activités ayant trait à l'environnement (gestion des déchets solides, mobilisation des eaux de surface, protection des bassins versants,...), n'ont pas reçu la priorité dans l'élaboration des PDL et orientées sur financement de la contribution nationale dans le cadre du Plan de Proximité de Développement Rural Intégré (PPDRI).

## 2.3 Performance de l'output 1<sup>11</sup>



### 2.3.1 Progrès des indicateurs

OUTPUT 1 : LES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES SONT AMELIORES.					
I INDICATEURS	Valeur de la <i>Baseline</i>	Valeur année N-1	Valeur année N	Cible année N	Cible finale
Taux de réalisation des initiatives sociales et communautaires programmées dans le PCDLP	Pas de baseline				
La scolarisation des filles et garçons est augmentée.	Pas de baseline				
Le taux de déperdition scolaire entre le primaire et le secondaire (BEF) et le tertiaire (BAC) est diminué de 30% et 15% respectivement.	Pas de baseline				
L'enseignement à distance bénéficie à 600 filles	Pas de baseline				
La qualité d'éducation pédagogique et du transport scolaire est améliorée	Pas de baseline				
L'alphabétisation de 1500 femmes est réalisée	Pas de baseline				
Les fréquentations des services de santé pour suivi prénatal augmente et le taux de mortalité infantile diminue.	Pas de baseline				
Des CDC sont opérationnels et utilisés dans 02 localités	Pas de baseline				
Un service continu est disponible aux bornes fontaines publiques	Pas de baseline				
Un dispositif de gestion de l'entretien des chemins communaux et pistes existe.	Pas de baseline				

Aucune appréciation quantifiable n'est possible en l'absence de valeur de départ, si toutefois beaucoup d'activités ont été réalisées, il faudrait toutefois, faire une évaluation exhaustive des changements produits. Cette observation est valable pour les trois outputs assignés au programme ALCPE.

<sup>11</sup> Le template prévoit jusqu'à 3 outputs (chapitres 2.2, 2.3 et 2.4). Si l'intervention compte plus d'outputs, simplement copier et coller les chapitres supplémentaires relatifs aux outputs. Si l'intervention compte moins de 3 outputs, simplement supprimer les chapitres non nécessaires).

En ce qui concerne le niveau de l'outcome, vous pouvez aussi remplacer ce tableau par le propre format de l'intervention (p.ex., de votre outil de monitoring opérationnel)

### 2.3.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités <sup>12</sup>	État d'avancement :			
	A	B	C	D
Mise en œuvre des PDL		X		
Accompagnement pédagogique		X		
Amélioration du système de santé		X		
Amélioration du système AEP		X		
Création de micro entreprise		NC		
Alphabétisation-scolarisation à distance		X		
Organisation d'un séminaire de clôture		X		

### 2.3.3 Analyse des progrès réalisés

Les PDL ont été élaborés selon une démarche novatrice et nouvelle en Algérie, le processus a connu une grande adhésion en raison de la méthode qui a séduit les bénéficiaires (acteurs locaux et populations) et le charisme de l'expert d'AFC qui a un profil très intéressant en termes de compétences dans le développement local participatif.

La deuxième étape qui est la mise en œuvre des PDL est soutenue par un programme de renforcement capacitaire en faveur de tous les intervenants, il est en cours depuis octobre 2013 et se terminera en mai 2014. Le progrès dans ce cas est mesurable à l'adhésion du public cible pour toutes les activités découlant de ces PDL. Cependant et en vue de pérenniser ces acquis, le séminaire de clôture en cours de préparation devrait permettre d'asseoir un partenariat tripartite – université – autorités locales – CDL.

<sup>12</sup> A : Les activités sont en avance  
 B : Les activités sont dans les délais  
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.  
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

## 2.4 Performance de l'output 2

### 2.4.1 Progrès des indicateurs

<b>OUTPUT 2 : LE SOUS EMPLOI DIMINUE.</b>					
<b>I</b> <b>INDICATEURS</b>	<b>Valeur de la</b> <b>Baseline</b>	<b>Valeur</b> <b>année</b> <b>N-1</b>	<b>Valeur</b> <b>année N</b>	<b>Cible</b> <b>année N</b>	<b>Cible</b> <b>finale</b>
Globalement, le taux d'occupation d'emplois a baissé de 30% à la fin du programme.	Absence de baseline				
Taux de nouvelles plantations d'oliviers, d'arbres fruitiers et fourragers plantés et taux d'occupation et emplois liés à ces activités.	Absence de baseline				
Taux de progression des superficies irriguées, de surfaces maraichères, de surfaces intensifiées et diversifiées et taux d'occupation et d'emplois liés à ces activités.	Absence de baseline				
Taux de visites des fermes de démonstration et d'adoption d'itinéraires technique d'élevage plus intensives.	Absence de baseline				
Nombre et étendues des concessions romarins attribuées et 200 emplois saisonniers annuels créés pour la collecte.	Absence de baseline				
Taux d'activités sylvicoles et taux d'emplois liés à ces activités.	Absence de baseline				
50 micro entreprises agricoles et non agricoles créées avec 200 emplois comprenant l'amont et l'aval.	Absence de baseline				
Des formations qualifiantes pour les métiers liés à l'urbanisme pour 400 personnes ont permis d'augmenter de 30% l'employabilité et la rémunération.	Absence de baseline				
Le mécanisme HIMO permet 100 emplois temporaires en plus chaque année.	Absence de baseline				

Le réaménagement des activités rend ces indicateurs inadéquats, cependant les PDL donnent le topo sur la situation des emplois et des filières d'activités à développer. Ceci devra cependant être consolidé pour permettre une mesure dans l'avenir en poursuite des efforts du programme. Ce travail devra être la panacée des autorités locales et de l'université avec laquelle nous allons établir un partenariat. D'où d'ailleurs, l'organisation d'un séminaire de clôture ayant pour partenaire organisateur l'université de SOUK AHRAS.

## 2.4.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités <sup>13</sup>	État d'avancement :			
	A	B	C	D
Mise en place du dispositif de microcrédit		X		
Formation professionnelle spécifique		X		
Développement filières oliviers / pistachier et culture maraichère sous serres		X		
Ouvertures de pistes		X		

## 2.4.3 Analyse des progrès réalisés

Toutes ces activités ont subi des réaménagements pour optimiser leur impact, elles vont certainement augmenter le taux d'occupation des populations de la Daïra de Merahna. Ces activités sont soutenues par des formations spécifiques qu'assure le programme aux différents bénéficiaires. La cellule ANGEM sera appuyée par une expertise en microcrédit pour améliorer ces performances ainsi que ces connaissances en matière de gestion et d'accompagnement social des porteurs de projets. Une consultation est engagée pour la sélection d'un expert. Vu l'état d'avancement actuel, toutes ces activités auront un impact que pourra assurément constater la mission d'évaluation finale.

<sup>13</sup> A : Les activités sont en avance  
B : Les activités sont dans les délais  
C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.  
D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

## 2.5 Performance de l'output 3<sup>14</sup>

### 2.5.1 Progrès des indicateurs

<b>Output 3: LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES EST AMELIOREE.</b>					
<b>INDICATEURS</b>	<b>Valeur de la Baseline</b>	<b>Valeur année N-1</b>	<b>Valeur année N</b>	<b>Cible année N</b>	<b>Cible finale</b>
Des modules et les animations de sensibilisation sont établis et diffusés dans les écoles, CDC et autres lieux publics et intéressent les communautés.	Absence de baseline				
De nouveaux reboisements, plantations et travaux DRS sont entrepris.	Absence de baseline				
Un plan d'aménagement du BV sidi-fredj est établi et des mesures de DRS sont réalisées.	Absence de baseline				
une étude sur la mobilisation des eaux de surface de la commune est effectuée ( un barrage à réhabiliter ou a remplacer et un inventaire de sites pour petites retenues d'eau)	Absence de baseline				
La mise en place de mesures de protection biologique des sols est effective	Absence de baseline				
Un plan de préservation des zones humides est établi et mis en œuvre	Absence de baseline				
Des pratiques culturelles et d'élevage plus respectueuses de l'environnement sont adoptées.	Absence de baseline				
Le taux de surpâturage est diminué	Absence de baseline				

---

*chapitre 2.4 et créer le 2.6 pour l'output 4, le 2.7 pour l'output 5, etc.*

## 2.5.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités <sup>15</sup>	État d'avancement :			
	A	B	C	D
Sensibilisation à l'environnement		x		
Plan de protection des zones humides				
Protection de bassin versants		x		
Etude de faisabilité et réalisation d'ouvrages de mobilisation des eaux de surface		x		
Reboisement		x		

## 2.5.3 Analyse des progrès réalisés

La sensibilisation à l'environnement se focalise essentiellement sur le milieu scolaire (public cible les enfants) notamment et régulièrement chaque année à l'occasion de la journée de l'arbre.

Les études mentionnées dans le tableau ci-dessus ont été intégrées dans l'expertise d'élaboration des PDL des trois communes.

Le barrage de SIDI FREDJ étant complètement envasé, une étude sur le transfert du surplus des forages Ain Zerga et Ouled Abbes pour l'arboriculture (proposition faite lors de la mission Backstopping faite par Yves DERVAUX en 2011) a été réalisée et confirme la faisabilité, cependant la réalisation de l'ouvrage nécessite un grand travail d'organisation des agriculteurs et les acteurs de l'eau autour des périmètres, et le programme ne dispose pas de moyens pour le faire et encore moins de temps.

Le programme a jusqu'à présent réalisé 153 ha de reboisement en complément du programme du service des forêts.

<sup>15</sup> A : Les activités sont en avance  
B : Les activités sont dans les délais  
C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.  
D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

## 2.6 Thèmes transversaux :

### 2.6.1 Genre :

Les observations signalées en 2011 et 2012 sont toujours d'actualité compte tenu des us, habitudes et traditions (culturelles, religieuses et mode de vie).

Par contre, le programme, à travers le microcrédit et l'alphabétisation des femmes rurales, enregistre une forte adhésion des femmes à ces activités.

(Ex : nombre de femmes inscrites dans les cours d'alphabétisation rurale : année 2012: 371, année 2014: 634).

Cette partie n'est pas également très développée dans les PDL, elle est toutefois prise compte.

A signaler qu'aucune expertise n'a été déployée pour cette problématique qui se pose avec acuité. A signaler que dans l'équipe de la DP, il y a une animatrice de développement et les éléments de la cellule de proximité de l'ADS sont majoritairement des femmes et elles ont pris une part active au programme. donc l'accès au milieu féminin a été assuré, néanmoins, dans sa démarche le programme n'a pas consacré suffisamment d'efforts pour tenir compte des disparités dans la zones entre femme et homme.

### 2.6.2 Environnement :

Des séances sont engagées avec les élèves du cycle primaire dans le cadre de la préservation de l'environnement avec le concours des services des forêts.

Dans son résultat 3 « améliorer la gestion des ressources naturelles », la problématique environnementale est prise en compte à travers les activités protection des zones humides, la lutte contre l'érosion, l'arboriculture et le reboisement etc. cependant et pour facteurs multiple certaines n'ont pu être réalisées (gestion des déchets et assainissement) et ou se sont arrêtées au stade de l'étude,

### 2.6.3 Autre : Néant.

## 2.7 Gestion des risques

Identification des risques			Analyse du risque			Traitement du risque			Suivi du risque	
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Date limite	Avancement	Statut
Arrêt du processus de mise en œuvre des PDL	Fin de programme	Non actualisation des PDL à la fin de chaque année et non concertation et implication des CDL dans l'élaboration des plans opérationnels suivants	élevée	élevé		Les élus des communes sont informés du risque	P/APC	MAI 2014	NEANT	
Arrêt du système d'amélioration de la santé	Fin de programme	Suspension d'octroi des indemnités complémentaires à l'équipe médicale	élevée	élevé		Les services du secteur de la santé sont informés du risque	Secteur de la santé	MAI 2014	NEANT	
Arrêt du système d'accompagnement pédagogique	Fin de programme	Suspension d'octroi des indemnités complémentaires aux monitrices	élevée	Elevé		Les services du secteur de l'éducation sont informés du risque	Secteur de l'éducation	MAI 2014	NEANT	

## 3 Pilotage et apprentissage

### 3.1 Réorientations stratégiques

La période de prorogation jusqu'à fin juin 2014, est une période de consolidation des processus initiés en 2011, elle vise ainsi à contribuer à augmenter l'impact de l'intervention de la coopération belge au développement via le programme ALCPE.

Cette période se consacre à :

1/ La mise en œuvre des activités inscrites dans les PDL à titre d'accompagnement des bénéficiaires ;

2/ La poursuite intensément le programme de renforcement capacitaire des acteurs locaux ;

3/ Tester avant fin de programme le système de suivi-évaluation des activités engagées (Eau, santé) pour le transférer aux utilisateurs.

4/ Maintenir le cycle de concertation (réunions) avec les membres des CDL/APC/EAC pour mieux assurer une durabilité du processus engagé.

### 3.2 Recommandations

<b>Recommandations</b>	<b>Acteur</b>	<b>Date limite</b>
Mise en œuvre des activités inscrites dans les PDL	<i>DP/CDL/APC/Bénéficiaires</i>	Q1 et Q2/2014
Poursuite du programme de renforcement capacitaire	DP et expert RCAL	Q1 et Q2/2014
Tester système de suivi-évaluation	Animateurs DP et expert appui continu	Q1 et Q2/2014
Maintenir la concertation avec les CDL/APC/EAC	DP	Q1 et Q2/2014

### 3.3 Enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
<p>Il a fallu au Programme 02 années de concertation-réunions avec les acteurs locaux (APC, CDL, EAC, Bénéficiaires) pour que leur implication effective se fasse ressentir ; mais passé ce cap, la réalisation des activités est adoptée et appropriée. Sans quoi, les réalisations engagées au titre de l'année 2013 et celles de 2014 allaient être remises en cause. Cette concertation n'est donc pas « une perte de temps » mais plutôt « une maturation » des projets bien que cette action de maturation, non coûteuse financièrement, n'engendre pas beaucoup de dépenses alors que parfois l'avancement du Programme est évalué à tort sur ses seuls niveaux de réalisation financière et de consommation budgétaire.</p> <p>Relativement au partenaire : la souplesse des dispositifs mis en place (microcrédit – arboriculture) par le programme (bureaucratie réduite/ délai réduit des procédures) et la concertation ont été à l'origine de l'engouement des populations et de leur intéressement. Ceci devrait servir d'enseignement dans la formulation des dispositifs d'aide dans différents secteurs (flexibilité et souplesse et adaptation aux spécificités régionales).</p> <p>Un autre intéressement est celui des acteurs locaux, qui à travers le programme ont amélioré leur connaissance et apprécié les nouvelles approches et méthodes de travail direct avec les populations. L'adhésion de ces derniers est toujours grande, proportionnellement, quand ils se sentent impliqués. Ceci est une bonne pratique à généraliser dans la gestion des affaires de la cité (développement local et territorial participatif).</p> <p>Pour la CTB : l'absence d'une baseline a sans aucun doute handicapé l'atteinte de l'outcome et/ou surtout la mesure de son atteinte.</p>	<p>MSNFCF/CTB Autorités locales.</p>

## 4 Annexes

### 4.1 Critères de qualité

<b>1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.</b>		
<b>1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?</b>		
	<b>A</b>	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.
X	<b>B</b>	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.
	<b>C</b>	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.
	<b>D</b>	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.
<b>1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?</b>		
	<b>A</b>	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).
X	<b>B</b>	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.
	<b>C</b>	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.
	<b>D</b>	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.

<b>2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.</b>		
<b>2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens &amp; équipements) sont-ils correctement gérés ?</b>		
	<b>A</b>	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.
X	<b>B</b>	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.
	<b>C</b>	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.
	<b>D</b>	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.
<b>2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?</b>		
	<b>A</b>	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.
X	<b>B</b>	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.

	<b>C</b>	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.
	<b>D</b>	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.
<b>2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?</b>		
	<b>A</b>	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.
X	<b>B</b>	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
	<b>C</b>	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
	<b>D</b>	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.

<b>3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N</b>		
<b>3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?</b>		
	<b>A</b>	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.
	<b>B</b>	L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.
X	<b>C</b>	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.
	<b>D</b>	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.
<b>3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?</b>		
	<b>A</b>	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.
X	<b>B</b>	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.
	<b>C</b>	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.
	<b>D</b>	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.

<b>4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).</b>		
<b>4.1 Durabilité financière/économique ?</b>		
	<b>A</b>	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.
X	<b>B</b>	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.
	<b>C</b>	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.
	<b>D</b>	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.
<b>4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?</b>		
	<b>A</b>	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.
X	<b>B</b>	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.
	<b>C</b>	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.
	<b>D</b>	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.
<b>4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?</b>		
	<b>A</b>	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.
X	<b>B</b>	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.
	<b>C</b>	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.
	<b>D</b>	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.
<b>4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?</b>		
	<b>A</b>	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).
X	<b>B</b>	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
	<b>C</b>	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
	<b>D</b>	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.



## Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi :

Décision à prendre					Action			Suivi	
Décision à prendre	Période d'identification	Timing	Source	Acteur	Action(s)	Resp.	Date limite	Avancement	Statut
<p>Demande de la prorogation de la durée d'intervention du Programme d'une année et jusqu'à juin 2014 pour accompagner les CDL/APC/EAC à la réalisation des premiers projets sélectionnés comme prioritaires. et de fait lancer le processus de mise en œuvre des PDL suite à leur élaboration.</p> <p>-----</p> <p>Poursuivre l'activité « microcrédit » en prorogeant le délai de l'accord d'exécution signé le 21 février 2012 avec ANGEM</p> <p>-----</p> <p>Engager un programme de renforcement capacitaire des acteurs locaux</p> <p>Engager une expertise pour « appui continu » de la D.P. jusqu'à la fin de la période d'intervention (juin 2014)</p>	Février 2013	2013		MAE/Ambassade de Belgique	Echange de lettres MSNFCF/CTB.	Resrep	MAI 2013	REALISE	REALISE
	Février 2013	2013			ANGEM/CTB	ANGEM/CTB	Avril 2013	REALISE	REALISE
	Février 2013	2013			Consultation sélective	DP	Octobre 2013	Expert engagé Programme en cours	
	Février 2013	2013			Consultation sélective	DP	Octobre 2013	Expert engagé Appui mis en œuvre	

<p>Organiser un 3<sup>ème</sup> voyage d'étude au profit des membres des CDL/EAC/DT en complément au programme de renforcement capacitaire.</p> <p>Organiser un séminaire de clôture du Programme au niveau de la Wilaya portant sur le développement territorial avec « expérience commune de Sidi-Fredj »</p>	Février 2013	2013		Consultation sélective	DP	Décembre 2013	Voyage en cours de préparation
	Février 2013	2014		Recherche d'éventuels participants et d'intervenants	DP	Mai 2014	EN COURS D'ORGANISATION

## 4.2 Cadre logique mis à jour

*Aucune modification significative du cadre logique.*

## 4.3 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique, modifiés au cours des 12 derniers mois ?	Aucun indicateur modifié
Rapport <i>Baseline</i> enregistré dans PIT ?	Aucune Baseline
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	Déjà réalisée en 2011
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	Prévue en 2014
Missions de Backstopping depuis le 01/01/2013	1 mission EST (réalisée par Alain LAIGNEAUX)

## 4.4 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

## Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of ALG0401111

Project Title : **Programme of support for the fight against poverty and exclusion in the Wilaya of Souk-Ahras**

Budget Version : **F01** Year to month : 31/12/2013

Currency : **EUR**

YTM : **Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing**

Status	Fin Mode	Amount	2012	2013				Total	Total Exp.	Balance	% Exec
				Q1	Q2	Q3	Q4				
		3,432,807,17	2,250,919,90	103,699,97	41,513,11	39,397,27	73,553,40	258,159,76	2,509,079,85	928,627,67	73%
<b>A LA PAUVRETÉ &amp; L'EXCLUSION</b>		<b>1,670,218,59</b>	<b>1,344,860,27</b>	<b>56,100,10</b>	<b>11,141,46</b>	<b>24,912,53</b>	<b>49,130,49</b>	<b>141,284,58</b>	<b>1,486,144,85</b>	<b>184,073,74</b>	<b>89%</b>
<b>01 Les services sociaux &amp;</b>											
01 Plan de développement &	COGEST	517,725,36	326,409,26	13,748,83	8,190,68	7,156,20	8,121,99	37,217,70	363,626,96	154,096,40	70%
02 Transport scolaire	COGEST	31,549,19	27,149,19	4,389,75			17,29	4,407,04	31,556,23	-7,04	100%
03 Accompagnement scolaire	COGEST	90,166,46	78,165,78	1,995,78	1,606,87	602,24	1,604,18	5,779,06	83,944,82	6,221,64	93%
04 Amélioration du système de	COGEST	149,172,48	136,071,19	1,332,80	1,343,91	900,24	1,302,24	4,879,19	140,950,38	8,222,10	94%
05 Equipements	COGEST	9,580,41	9,580,41						9,580,41	0,00	100%
06 Amélioration de l'accès à	COGEST	24,951,81	24,951,81						24,951,81	0,00	100%
07 Edification & équipement	COGEST	109,699,60	109,699,60						109,699,60	0,00	100%
08 Amélioration de la gestion	COGEST	55,157,12	55,157,12						55,157,12	0,00	100%
09 Amélioration de la gestion	COGEST	662,216,16	577,216,16	34,485,84		16,253,84	38,084,80	88,824,49	666,040,85	-3,824,49	101%
10 Communication &	COGEST	20,000,00	519,35	177,10				177,10	696,45	19,303,55	3%
11 Alphabétisation &	COGEST	0,00	-59,58						-59,58	59,58	7%
<b>02 Le sous-emploi diminue</b>		<b>1,534,690,70</b>	<b>794,392,82</b>	<b>47,387,85</b>	<b>12,716,18</b>	<b>14,494,75</b>	<b>24,422,91</b>	<b>99,011,67</b>	<b>893,404,48</b>	<b>641,286,22</b>	<b>58%</b>
01 Formation &	COGEST	48,000,00	30,943,05						30,943,05	17,056,95	64%
02 Formations à voyages	REGIE	57,055,04	7,055,04	37,226,63	5,204,57			42,431,20	49,486,24	7,569,80	87%
03 Etude des potentiels des	COGEST	0,00	0,00						0,00	0,00	7%
	REGIE	898,556,35	646,617,45	89,078,70	20,254,79	14,130,32	12,852,84	136,316,45	682,933,91	215,622,44	76,00
	COGEST	3,990,020,85	2,740,942,95	101,735,47	57,406,22	69,963,14	102,763,83	331,868,86	3,072,811,59	917,209,06	77,00
	<b>TOTAL</b>	<b>4,888,577,00</b>	<b>3,287,560,40</b>	<b>190,814,16</b>	<b>77,661,01</b>	<b>84,093,46</b>	<b>115,616,47</b>	<b>468,185,11</b>	<b>3,755,745,50</b>	<b>1,132,831,50</b>	<b>77,00</b>



## Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of ALG0401111

Project Title : **Programme of support for the fight against poverty and exclusion in the Wilaya of Souk-Ahras**

Budget Version : **F01**

Year to month : 31/12/2013

Currency : **EUR**

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosed closing**

	Status	Fin Mode	Amount	2012	2013				Total	Total Exp.	Balance	% Exec
					Q1	Q2	Q3	Q4				
04 Vulgarisation,		COGEST	117.125,55	63.465,78	8.740,90	7.511,59	8.560,37	8.051,32	30.874,18	94.339,96	22.785,59	81%
05 Formation, voyage d'étude		REGIE	66.399,10	16.399,10						16.399,10	50.000,00	25%
06 Formations professionnelles		COGEST	10.000,00	0,00						0,00	10.000,00	0%
07 Filière oliviers		COGEST	354.888,59	137.498,59	1.420,31				1.420,31	138.918,90	216.079,69	39%
08 Ouverture de pistes		COGEST	452.586,33	121.458,17				16.361,59	16.361,59	139.819,76	312.766,57	31%
09 Micro entreprises		COGEST	413.020,00	413.067,00						413.067,00	-47,00	100%
10 Création de forages pour		COGEST	15.506,09	4.505,09			5.924,38		5.924,38	10.430,47	5.075,82	67%
<b>03 La gestion des ressources</b>			<b>227.997,88</b>	<b>111.655,81</b>	<b>208,02</b>	<b>17.655,49</b>			<b>17.853,51</b>	<b>129.530,32</b>	<b>98.487,56</b>	<b>57%</b>
01 Sensibilisation à		COGEST	5.000,00	417,43	208,02				208,02	625,45	4.374,55	13%
02 Plan de protection des		REGIE	0,00	0,00						0,00	0,00	0%
03 Protection de bassins		COGEST	0,00	0,00						0,00	0,00	0%
04 Etude & formation		REGIE	0,00	0,00						0,00	0,00	0%
05 Etude de faisabilité de		COGEST	0,00	0,00						0,00	0,00	0%
06 Réalisation de lacs		REGIE	0,00	0,00						0,00	0,00	0%
07 Reboisement		COGEST	222.997,88	111.249,38		17.655,49			17.655,49	128.904,87	94.093,01	56%
08 Traitement eau et déchets		COGEST	0,00	0,00						0,00	0,00	0%
<b>Y BUDGET TEMP</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0%</b>
		REGIE	898.558,35	546.617,45	89.078,70	20.254,79	14.130,32	12.852,64	136.316,45	682.933,91	215.622,44	76,00
		COGEST	3.990.020,65	2.740.942,95	101.735,47	57.406,22	69.963,14	102.763,83	331.868,66	3.072.811,59	917.209,06	77,00
		<b>TOTAL</b>	<b>4.888.577,00</b>	<b>3.287.560,40</b>	<b>190.814,18</b>	<b>77.661,01</b>	<b>84.093,46</b>	<b>115.616,47</b>	<b>468.185,11</b>	<b>3.755.745,50</b>	<b>1.132.831,50</b>	<b>77,00</b>



## Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of ALG0401111

Project Title : **Programme of support for the fight against poverty and exclusion in the Wilaya of Souk-Ahras**

Budget Version : **F01** Year to month : 31/12/2013

Currency : **EUR**

YTM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosed closing**

Status	Fin Mode	Amount	2013				Total	Total Exp.	Balance	% Exec	
			2012	Q1	Q2	Q3					Q4
01 Budget Temp Excel Digestor		0,00	0,00					0,00	0,00	7%	
01 BudLine in COGEST	COGEST	0,00	0,00					0,00	0,00	7%	
02 BudLine in REGIE	REGIE	0,00	0,00					0,00	0,00	7%	
<b>Z MOYENS GÉNÉRAUX</b>		<b>1.455.669,83</b>	<b>1.036.640,50</b>	<b>371.18,19</b>	<b>36.147,90</b>	<b>44.696,19</b>	<b>42.053,07</b>	<b>210.025,35</b>	<b>1.246.685,85</b>	<b>209.003,98</b>	<b>86%</b>
01 Expertise pour la direction		686.072,93	488.369,77	50.001,12	15.050,22	14.130,32	12.852,64	92.034,31	580.404,09	105.688,84	86%
01 Co-responsable	REGIE	316.337,98	238.477,04	11.684,49	9.050,79	10.419,61	10.316,17	41.471,06	279.948,10	36.389,88	88%
02 Responsable national	REGIE	59.000,00	57.045,17						37.045,17	21.954,83	63%
03 Expert en communication et	REGIE	0,00	0,00						0,00	0,00	7%
04 Expert en développement	REGIE	71.501,18	60.391,52	5.219,50	4.479,17	463,85		10.162,53	70.554,05	947,13	99%
05 Frais de mission	REGIE	0,00	0,00						0,00	0,00	7%
06 Coût du gestionnaire	REGIE	27.000,00	25.866,70						26.866,70	133,30	100%
07 Frais de fonctionnement	REGIE	20.000,00	13.355,57	45,87	1.171,02	51,86	50,80	1.320,55	14.676,13	5.323,87	73%
08 Missions d'appui et	REGIE	192.233,77	112.233,77	33.050,26	349,23	3.195,00	2.485,68	39.080,17	151.313,94	40.919,83	79%
02 Perannel technique		299.575,95	218.783,80	16.401,41	18.355,06	16.213,97	14.213,31	63.193,74	281.977,54	17.598,41	94%
01 Personnel administratif &	COGEST	100.373,78	70.605,26	4.900,41	4.805,70	4.263,18	2.280,40	16.310,69	86.915,95	13.457,83	87%
02 Personnel de soutien	COGEST	199.202,17	148.178,54	11.441,00	11.558,35	11.950,79	11.932,91	46.883,05	195.061,59	4.140,58	96%
03 Frais de logistique		335.847,84	294.638,93	2.179,23	4.732,62	14.159,96	14.997,12	38.058,93	330.707,86	5.139,98	98%
	REGIE	898.556,35	546.617,45	89.078,70	20.254,79	14.130,32	12.852,64	136.316,45	682.933,91	215.622,44	76,00
	COGEST	3.990.020,65	2.740.942,95	101.735,47	67.406,22	69.963,14	102.763,83	331.868,66	3.072.811,59	917.209,06	77,00
	<b>TOTAL</b>	<b>4.888.577,00</b>	<b>3.287.560,40</b>	<b>190.814,16</b>	<b>77.661,01</b>	<b>84.093,46</b>	<b>115.616,47</b>	<b>468.185,11</b>	<b>3.755.746,50</b>	<b>1.132.831,50</b>	<b>77,00</b>



## Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of ALG0401111

Project Title : **Programme of support for the fight against poverty and exclusion in the Wilaya of Souk-Ahras**

Budget Version : **F01** Year to month : 31/12/2013

Currency : **EUR**  
 YIM : **Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing**

Status	Fin Mode	Amount	2013					Total	Total Exp.	Balance	% Exec
			2012	Q1	Q2	Q3	Q4				
01 Véhicules	COGEST	138.000,00	130.810,98	-708,38	3.090,06	1.274,91	4.105,13	7.761,73	138.572,69	427,31	100%
02 Equipement de bureau	COGEST	8.792,00	8.791,77						8.791,77	0,23	100%
03 Equipement informatique	COGEST	16.055,84	14.564,99	490,85				490,85	15.055,84	0,00	100%
04 Frais de fonctionnement	COGEST	173.000,00	140.471,21	2.396,75	1.842,56	12.885,06	10.891,99	27.816,35	168.287,56	4.712,44	97%
04 Audit et suivi/évaluation		134.173,11	49.063,74	18.536,43		191,93		18.728,36	67.812,10	66.361,01	51%
01 Evaluation de processus &	REGIE	89.029,28	49.029,28	1.850,94				1.850,94	50.880,22	36.149,08	57%
02 Audits annuels	COGEST	45.143,83	54,46	16.685,49		191,93		16.877,42	16.931,88	28.211,95	38%
99 Conversion rate adjustment		0,00	-14.235,74						-14.235,74	14.235,74	7%
98 Conversion rate adjustment	REGIE	0,00	-14.235,74						0,00	0,00	7%
99 Conversion rate adjustment	COGEST	0,00	0,00								
	REGIE	888.556,35	548.617,45	89.078,70	20.254,79	14.130,32	12.852,64	136.316,45	682.933,91	215.622,44	76,00
	COGEST	3.990.020,65	2.740.942,95	101.735,47	57.408,22	89.963,14	102.763,83	331.868,66	3.072.811,59	917.209,06	77,00
	<b>TOTAL</b>	<b>4.888.577,00</b>	<b>3.287.560,40</b>	<b>190.814,16</b>	<b>77.661,01</b>	<b>84.093,46</b>	<b>115.616,47</b>	<b>468.185,11</b>	<b>3.755.745,50</b>	<b>1.132.831,50</b>	<b>77,00</b>



## Ressources en termes de communication

Pour certaines activités, le programme utilise des supports tels que dépliants, affiches, autocollants dans le cadre de la sensibilisation à la problématique de l'environnement.

Pour le séminaire de clôture et en vue de vulgariser les acquis du programme, un petit film documentaire sera produit ainsi que des supports tels que des dépliants et des flashdisk contenant le bilan du programme.

Le programme prépare également avec l'aide de l'expert de l'appui continu, un document reprenant toute la démarche suivie pour l'élaboration et la mise en œuvre des PDL.

Les PDL seront également édités en CD et support papier.